

DÉPARTEMENT

DES

BOUCHES-DU-RHÔNE

ARRONDISSEMENT

D'ARLES

DEL2025_01

**Objet : Débat d'Orientations
Budgétaires 2025**

RÉPUBLIQUE
LIBERTÉ

Envoyé en préfecture le 14/02/2025

Reçu en préfecture le 14/02/2025

Publié le 14/02/2025

ID : 013-200035087-20250206-DEL2025_01-DE



**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
TERRE DE PROVENCE**

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE COMMUNAUTÉ
SÉANCE DU 6 FEVRIER 2025**

L'an deux mille vingt-cinq, le six février, à dix-huit heures trente, le Conseil de Communauté de TERRE DE PROVENCE AGGLOMÉRATION, dûment convoqué s'est réuni à la salle des fêtes de Barbentane, au nombre prescrit par la loi en séance ordinaire sous la présidence de Mme Corinne CHABAUD.

Date de convocation du Conseil de Communauté : 31 janvier 2025.

PRÉSENTS :

Pour la commune de Barbentane : M. Jean-Christophe DAUDET, Mme Edith BIANCONE, M. Michel BLANC.
Pour la commune de Cabannes : M. Gilles MOURGUES, Mme Josiane HAAS-FALANGA, M. François CHEILAN.
Pour la commune de Châteaurenard : M. Marcel MARTEL, Mme Solange PONCHON, M. Eric CHAUVET, Mme Marie-Laurence ANZALONE, M. Jean-Pierre SEISSON, M. Bernard REYNES, Mme Sylvie DIET-PENCHINAT.
Pour la commune d'Eyragues : M. Michel GAVANON, Mme Yvette POURTIER, M. Eric DELABRE.
Pour la commune de Graveson : M. Michel PECOUT, Mme Annie CORNILLE.
Pour la commune de Maillane : M. Eric LECOFFRE.
Pour la commune de Mollégès : Mme Corinne CHABAUD, M. Patrick MARCON.
Pour la commune de Noves : M. Georges JULLIEN, Mme Edith LANDREAU, M. Christian REY.
Pour la commune d'Orgon : M. Serge PORTAL, Mme Angélique YTIER CLARETON.
Pour la commune de Rognonas : M. Yves PICARDA, M. Dominique ALIZARD.
Pour la commune de Saint-Andiol : M. Daniel ROBERT.

ABSENTS AYANT DONNÉ POUVOIR :

Pour la commune de Châteaurenard : Mme Adélaïde JARILLO (*donne pouvoir à Mme Solange PONCHON*), M. Pierre-Hubert MARTIN (*donne pouvoir à Mme Marie-Laurence ANZALONE*), Mme Marina LUCIANI-RIPETTI (*donne pouvoir à M. Marcel MARTEL*), M. Cyril AMIEL (*donne pouvoir à M. Jean-Pierre SEISSON*), Mme Annie SALZE (*donne pouvoir à M. Eric CHAUVET*).
Pour la commune de Graveson : M. Jean-Marc DI FELICE (*donne pouvoir à Mme Annie CORNILLE*).
Pour la commune de Maillane : Mme Frédérique MARES (*donne pouvoir à M. Eric LECOFFRE*).
Pour la commune de Noves : M. Pierre FERRIER (*donne pouvoir à Mme Edith LANDREAU*).
Pour la commune de Plan d'Orgon : M. Jean-Louis LEPIAN (*donne pouvoir à Mme Corinne CHABAUD*), Mme Jocelyne VALLET (*donne pouvoir à M. Daniel ROBERT*).
Pour la commune de Rognonas : Mme Cécile MONDET (*donne pouvoir à M. Yves PICARDA*).
Pour la commune de Saint-Andiol : Mme Sylvie CHABAS (*donne pouvoir à Mme Josiane HAAS-FALANGA*).
Pour la commune de Verquières : M. Jean-Marc MARTIN-TEISSERE (*donne pouvoir à M. Jean-Christophe DAUDET*).

ABSENT : /

Secrétaire de séance : Jean-Christophe DAUDET

Mme la Présidente expose que conformément aux dispositions réglementaires, le Conseil Communautaire doit débattre dans un délai de dix semaines précédant le vote du budget des orientations budgétaires qui guideront l'élaboration du budget primitif.

Les orientations budgétaires pour l'année 2025 ont ainsi été examinées par la commission des finances et par le bureau communautaire du 23 janvier 2025.

Ces éléments sont présentés pour débat au sein du conseil communautaire.

LE CONSEIL DE COMMUNAUTÉ

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2312-1 et L.5217-10-4 ;

VU l'avis favorable de la commission Finances et du Bureau Communautaire du 23 janvier 2025,

Après présentation du rapport d'orientations budgétaires 2025 joint à la présente délibération et débat,

DONNE ACTE à sa Présidente de la tenue du Débat d'Orientations Budgétaires et de la présentation en conseil de communauté du Rapport d'Orientations Budgétaires 2025 ci-annexé.

Membres en exercice : 42

Donnent acte : 42

Fait à Eyragues, le 6 février 2025,

Pour Extrait Conforme,
La Présidente,
Corinne CHABAUD





Rapport d'orientations Budgétaires 2025

Conseil Communautaire du 6 février 2025

Le DOB est une étape essentielle de la procédure budgétaire des collectivités et doit permettre d'informer les Elus sur la situation économique et financière de leur collectivité afin d'éclairer leurs choix lors du vote du Budget Primitif.

□ Le cadre légal

- La tenue du DOB est obligatoire pour les Régions, les Départements, **les communes de 3 500 habitants et plus**, ainsi que pour leurs EPA et leurs groupements (Art. L.5211-36 du CGCT)
- Le DOB doit faire l'objet d'une **délibération distincte**, et doit s'effectuer dans les conditions applicables à toute séance de l'assemblée délibérante (art. L.2121-20 ; L.3121 ; L. 4132 du CGCT)
- En cas d'absence de DOB : toute délibération relative à l'adoption du Budget Primitif est illégale

□ Depuis le passage à la M57 pour le bloc communal

- Le délai entre le débat d'orientations budgétaires et le vote de budget est porté de **deux mois à 10 semaines maximum**
- Le délai de communication du projet de budget à l'assemblée délibérante est porté de **5 à 12 jours** : l'allongement de ces délais vise un objectif de meilleure information des élus.

❑ **Présentation des orientations budgétaires 2025 dans un contexte inédit et exceptionnel**

- **Au regard de l'ampleur des mesures annoncées dans le Projet de Loi de Finances 2025 de l'Etat impactant les finances des collectivités locales**
- **Au regard du contexte politique des dernières semaines : censure du Gouvernement de Michel Barnier et interruption de l'examen parlementaire du Projet de Loi de Finances**

❑ **La Loi spéciale de Finances, avant un nouveau PLF à un horizon restant à déterminer, ne permet pas à ce stade de présager des modalités qui seront in fine retenues par le Gouvernement de François Bayrou**

- **Les inquiétudes quant au devenir du PLF 2025 persistent au sein des collectivités et des associations d'élus**

❑ **Le rapport d'Orientations Budgétaires fait apparaître l'impact des mesures annoncées initialement dans le Projet de Loi de Finances 2025**

- A partir de 2025, les collectivités devront produire chaque année une « annexe environnementale », afin de mesurer l'impact des budgets locaux sur la transition écologique et ainsi de valoriser les choix d'investissement réalisés par les collectivités
- Le périmètre sera progressivement élargi de 2025 à 2028 sur les 6 axes retenus par la taxonomie européenne



- La communauté d'agglomération souhaite se saisir de cette « contrainte » pour évaluer ses politiques et s'inscrire dans une **trajectoire de progrès**
- Notre tout premier « Budget durable 2026 » sera ainsi construit cette année et présenté au conseil communautaire de décembre 2025**
- Il intégrera, en sus des impacts environnementaux, les 17 Objectifs de Développement Durable de l'Agenda 2030
- Analyser un budget sous le prisme du développement durable permettra de nourrir les débats budgétaires, de questionner les dépenses et d'arbitrer pour les orienter le plus possible vers la transition climatique

1

Le contexte économique international et national

❑ Décélération de l'inflation et taux d'intérêts encore élevés

Au niveau international

- La sortie de l'inflation impacte négativement la croissance
- Depuis 2022, l'inflation porte notamment sur l'énergie (prévisions : + 3,3 % en 2025)
- Croissance mondiale : + 3,3 % en 2025
- Croissance zone euro : + 1,4 % en 2025

Au niveau national

- Inflation également au ralenti et croissance toujours atone
- Stabilisation des prix des matières premières
- Inflation prévisionnelle + 1,5 % en 2025
- Croissance : + 1,1 % en 2025

Taux d'intérêts

- Baisse des taux d'intérêts moins rapide et moins forte que prévue
- Baisse des taux directeurs de la BCE en juin et septembre 2024
- Taux court terme (hors marges bancaires) toujours autour de 3 %
- Facteurs en défaveur d'une baisse : contexte politique et niveau de la dette publique

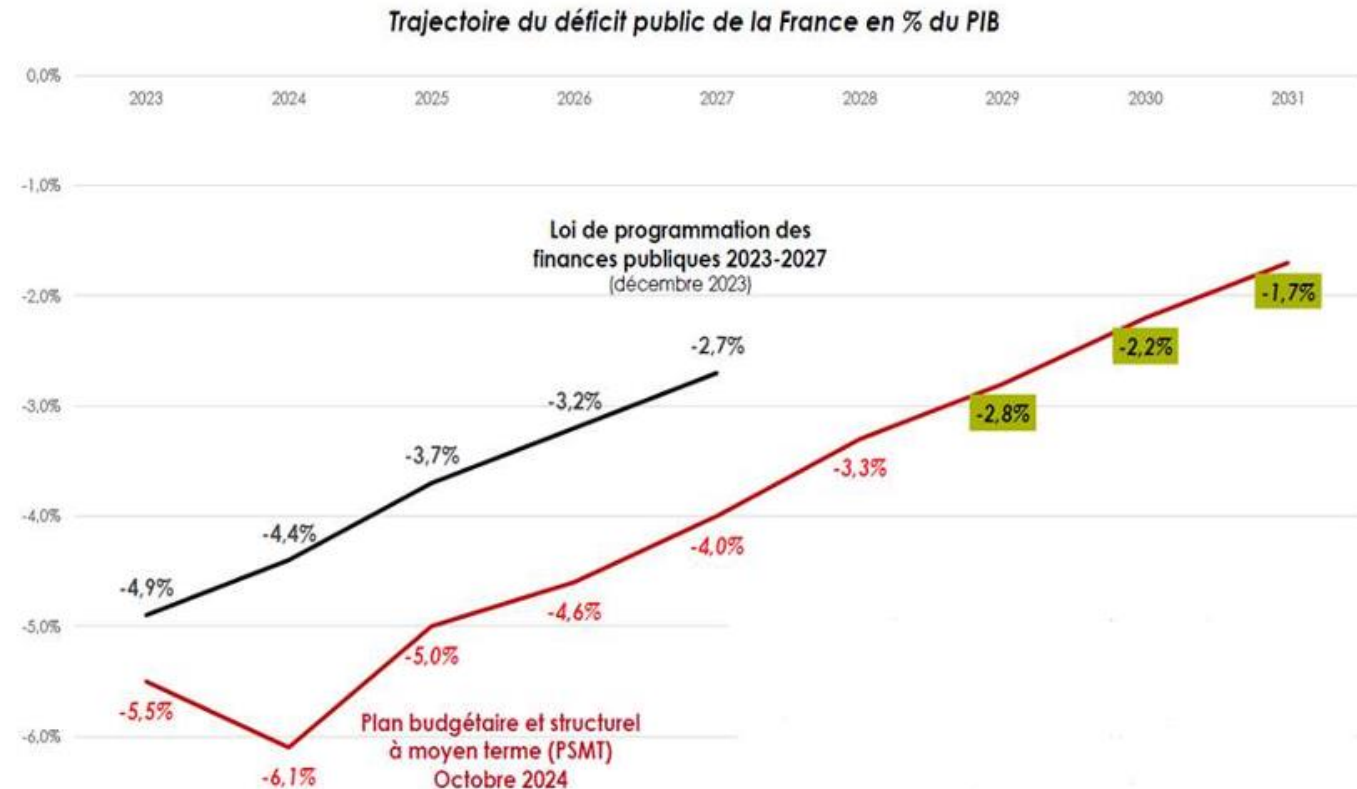
Prévisions difficiles au regard du contexte géopolitique instable

2

Le Projet de Loi de Finances 2025

❑ Projet initial : des mesures inédites et disproportionnées

- Il n'est pas possible à ce stade de présager des modalités qui seront finalement retenues dans le cadre d'un nouveau PLF
- Au regard du contexte politique des dernières semaines : censure du Gouvernement de Michel Barnier et interruption de l'examen parlementaire du Projet de Loi de Finances
- Le PLF prévoit un effort global de **60 Md€** pour rétablir le déficit de l'Etat afin de le limiter à 5 % du PIB à fin 2025
- L'effort imposé aux collectivités locales serait évalué par le Gouvernement à **5 Md€ en 2025**

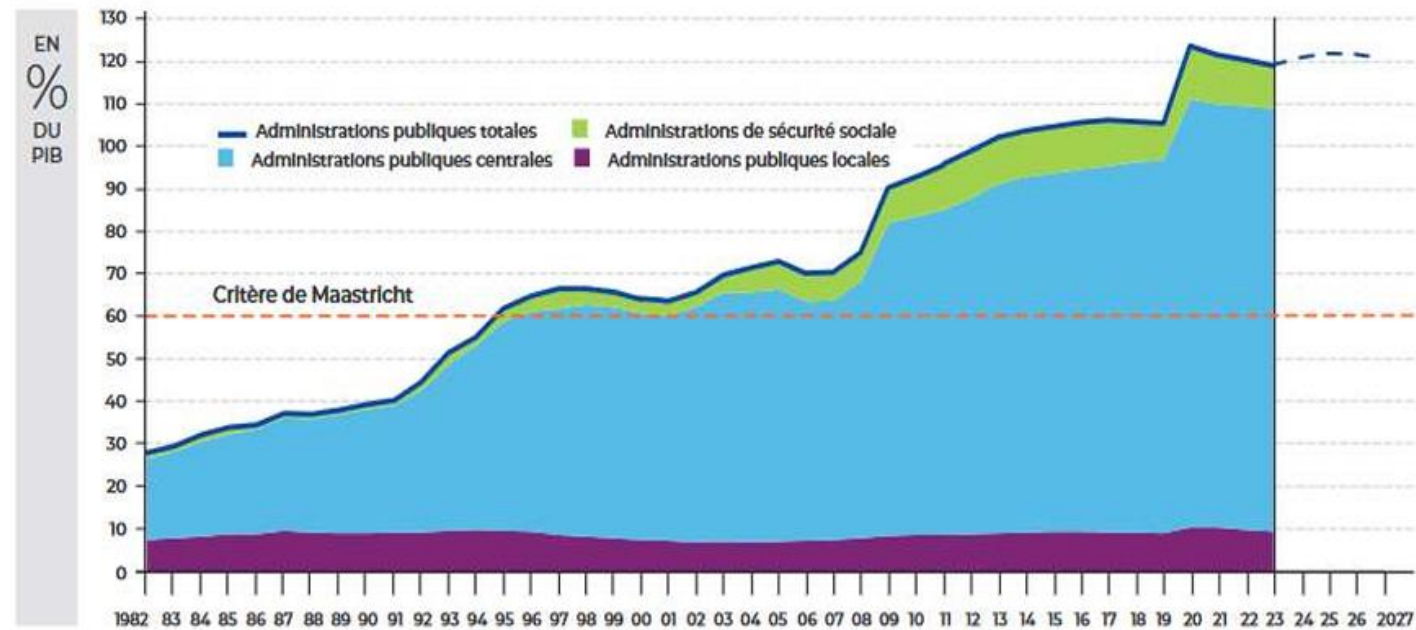


❑ Les collectivités locales sont-elles responsables du dérapage des comptes publics ?

- Depuis 40 ans, la dette des collectivités locales est stable et ne représente que 8 % de la dette publique locale
- Contrairement à ce que pratique l'Etat, les collectivités locales ne peuvent voter un budget en déséquilibre et financer leurs dépenses de fonctionnement par de l'emprunt
- La dette des collectivités locales sert uniquement à financer les investissements locaux (qui représentent environ 70 % de l'investissement public total)

La dette des administrations publiques

© La Banque Postale



Source : Insee (Comptes nationaux) jusqu'en 2023 puis programme de stabilité 2024-2027 (avril 2024).

Indices économiques	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Inflation prévisionnelle LF	2,50%	1,80%	1,75%	1,75%	1,75%	1,75%
Inflation révisée	2,00%	1,80%	1,75%	1,75%	1,75%	1,75%
Inflation définitive	2,00%	1,80%	1,75%	1,75%	1,75%	1,75%
Evolution PIB LF	1,40%	1,10%	1,40%	1,50%	1,50%	1,50%
Evolution PIB révisée	1,10%	1,10%	1,20%	1,20%	1,20%	1,20%
Evolution PIB définitive	1,10%	1,10%	1,20%	1,20%	1,20%	1,20%
Taux TVA	20,00%	20,00%	20,00%	20,00%	20,00%	20,00%
Taux FCTVA	16,40%	14,85%	14,85%	14,85%	14,85%	14,85%
Indices fiscaux	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Actualisation TH	1,039	1,017	1,018	1,018	1,018	1,018
Actualisation FB habitat et industrie	1,039	1,017	1,018	1,018	1,018	1,018
Actualisation FNB	1,039	1,017	1,018	1,018	1,018	1,018
Actualisation CFE, FB autres entreprises	1,009	1,008	1,008	1,008	1,008	1,008

- ☐ Coefficient de revalorisation des valeurs locatives 2025 : + 1,7 %, soit + 300 K€ de produit fiscal supplémentaire
- ☐ Ce taux ne concerne que les VL des locaux affectés à l'habitation et des immobilisations industrielles passibles de la taxe foncière

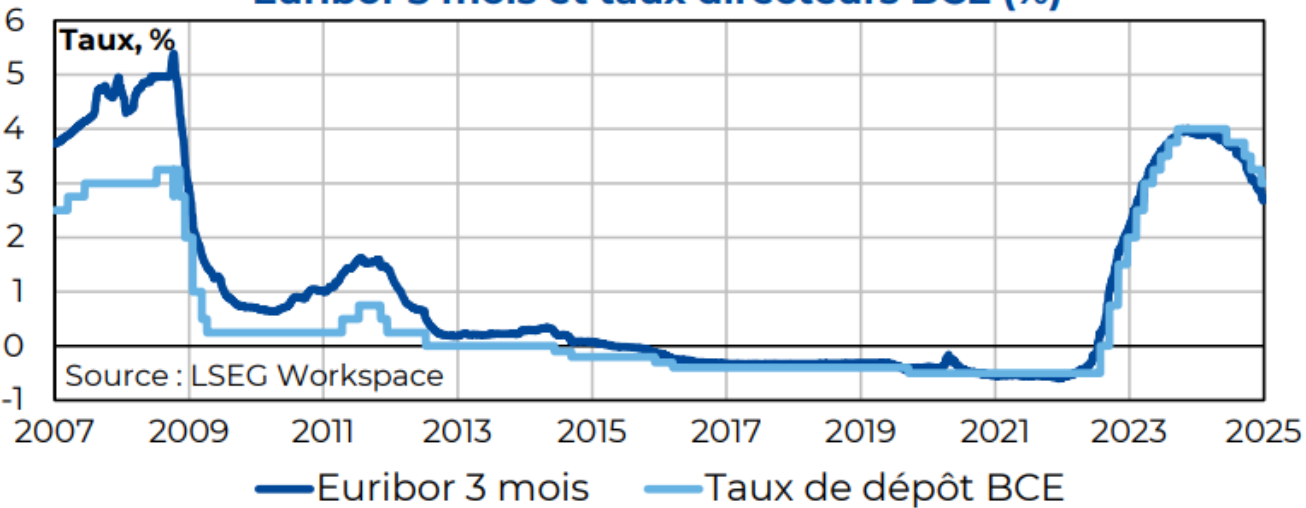
Taux moyens nationaux n-1		2024	2025	2026	2027	2028	2029
Taxe d'habitation	9,98 %	8,89%	8,89%	8,89%	8,89%	8,89%	8,89%
Foncier bâti	0,00 %	2,27%	2,27%	2,27%	2,27%	2,27%	2,27%
Foncier non bâti	2,15 %	5,43%	5,43%	5,43%	5,43%	5,43%	5,43%
Contribution Foncière des Entreprises (CFE)	25,97 %	26,70%	26,70%	26,70%	26,70%	26,70%	26,70%

Autres moyennes nationales n-1		2024	2025	2026	2027	2028	2029
CIF moyen corrigé (transferts)	0,26 %	0,3961	0,3973	0,3986	0,3999	0,4012	0,4024
Potentiel fiscal moyen catégorie	448 €	457,42	464,94	470,75	479,61	488,68	497,92
Revenu moyen par habitant	16 665 €	16 950,9	17 752,6	18 217,8	18 459,3	18 704,0	18 951,9

- Les taux de TH et de CFE votés par TPA sont très proches des moyennes nationales
- Il convient de rappeler que la communauté ne lève pas de foncier bâti (2,27 % dans les CA en France)
- Soit une « marge de manœuvre » fiscale de 2 M€
- Le Coefficient d'Intégration Fiscale (CIF) est largement plus faible que la moyenne -> impact sur la DGF
- La richesse fiscale de TPA est sensiblement inférieure à la moyenne nationale

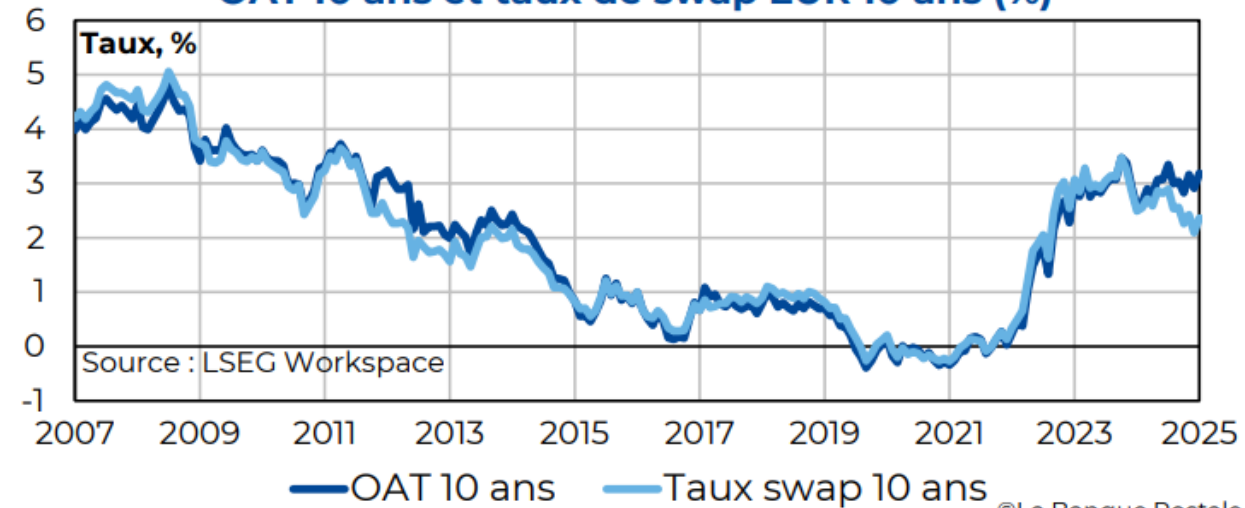
□ Poursuite de la baisse des taux courts... mais pas forcément des taux longs

Euribor 3 mois et taux directeurs BCE (%)



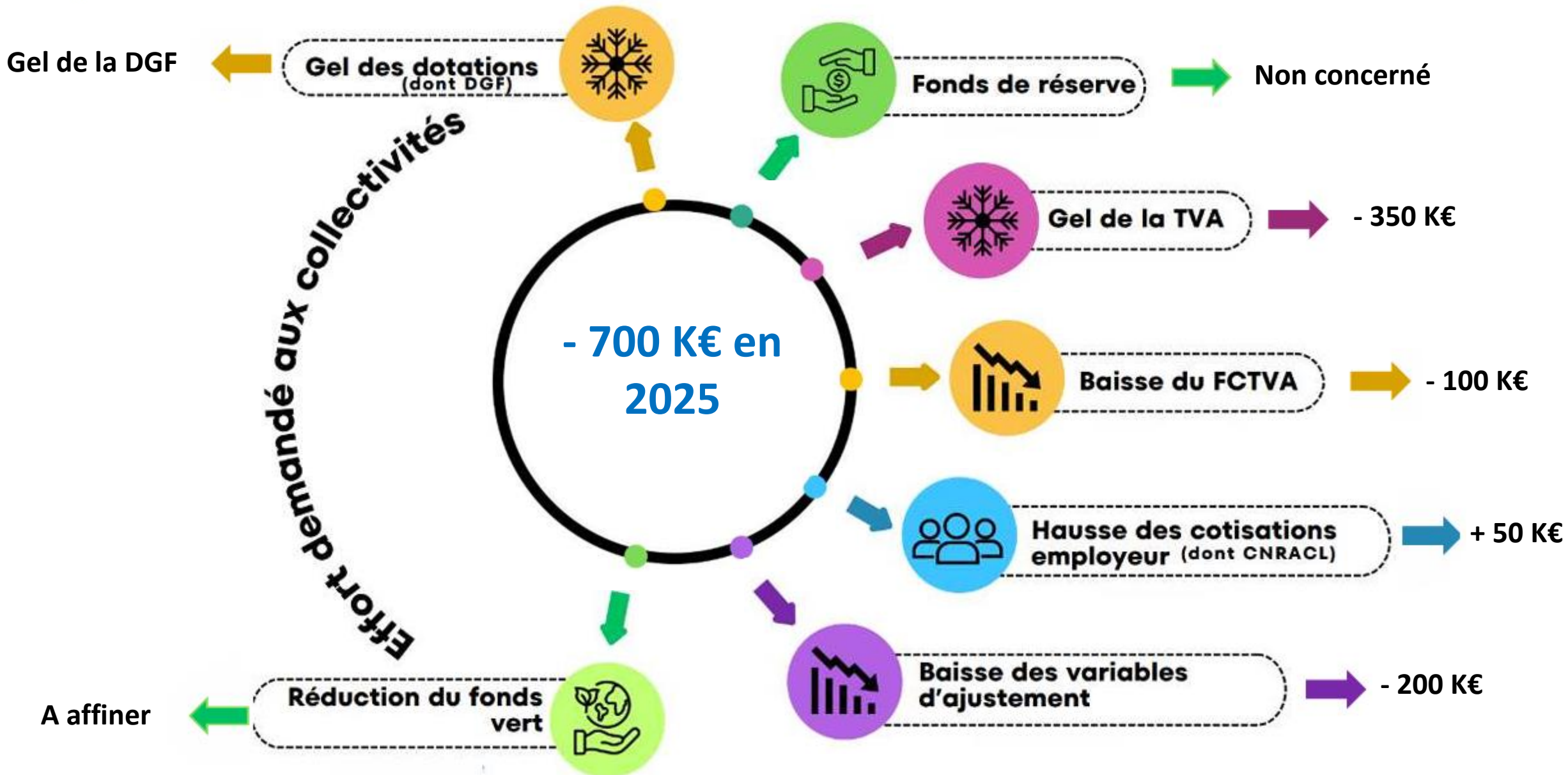
©La Banque Postale

OAT 10 ans et taux de swap EUR 10 ans (%)



©La Banque Postale

Projections des impacts pour l'AA



3

La Loi de Finances spéciale



05/12/2024

Démission du Gouvernement

À la suite de la motion de censure du Gouvernement sur le PLFSS (art. 49 alinéa 3 Constitution) et **suspension des débats au Parlement sur les textes financiers.**



20/12/2024

Promulgation de la loi spéciale (art. 47 Constitution et 45 LOLF)

09/12/2024 Avis du Conseil d'État relatif à l'interprétation de l'article 45 LOLF (notamment sur l'intégration des prélèvements sur recettes)

11/12/2024 Dépôt à l'AN du Projet de loi spéciale

16/12/2024 Adoption par l'Assemblée nationale

18/12/2024 Adoption par le Sénat

20/12/2024 Promulgation par le Président de la République



30/12/2024

Promulgation du décret n°2024-1253 portant répartition des crédits relatifs aux services votés (art. 47 Constitution) pour assurer la continuité des services publics



15/01/2025

Reprise de l'examen du projet de loi de finances (PLF) 2025 au Sénat ; vote prévu le 23 janvier

□ Contenu :

- La LFS a été promulguée le 20/12/2024; elle ne remplace pas le budget, elle autorise seulement la perception des impôts et des ressources nécessaires au financement des dépenses publiques essentielles
- Une fois la LFS promulguée, le Gouvernement est autorisé à prendre un décret ouvrant les crédits nécessaires à la continuité des services publics, à compter du 1^{er} janvier 2025 et dans l'attente d'une Loi de Finances 2015
- Une circulaire interministérielle du 12/12/2024 est venue apporter des précisions quant à la mise en œuvre de ce décret :
 - 2024 comme **plafond mais pas de plancher...**
 - suspension des dotations, des subventions et des revalorisations salariales

□ Ce qui est acté par ailleurs...

- Revalorisation des valeurs locatives cadastrales : + 1,7% en 2025, contre +3,9 % en 2024 et + 7,1 % en 2023
- Hausse des cotisations patronales CNRACL : de 31,65 % en 2024 à 34,65 % en 2025 (décret courant janvier)

□ Par prudence, il est à ce stade proposé de retenir dans la construction du prochain BP les dispositions du PLF 2025

3

La situation financière de la collectivité à fin 2024 *

** À partir du Compte Administratif 2024 provisoire*

- ❑ La compréhension de la santé financière de la communauté nécessite d'analyser la chaîne de l'épargne via les Soldes Intermédiaires de Gestion (SIG)

- ❑ Ces trois soldes sont déterminés à partir des flux réels des comptes de la collectivité :
 - **Epargne de gestion** : Produits courants – Charges courantes. Cet indicateur n'intègre ni le résultat financier, ni le résultat exceptionnel

 - **Epargne brute** : Recettes réelles de fonctionnement – dépenses réelles de fonctionnement, y compris les charges financières. L'épargne brute est le solde disponible pour le remboursement du capital de la dette et le financement des investissements

 - **Epargne nette** : Epargne brute – remboursement du capital de la dette. L'épargne nette permet de calculer le solde disponible pour le financement des investissements

- ❑ Sur la période, les produits courants ont augmenté plus vite (+ 7,3 M€) que les charges de même nature (+ 7 M€) : soit une amélioration des indicateurs d'épargne de **+ 300 K€**
- ❑ Il convient sur ce point de rappeler la forte augmentation de la Dotation de Solidarité Communautaire versée par TPA aux communes (**3 M€** en 2023, contre **6 M€** en 2024)

€	2020	2021	2022	2023	2024
Produits de fct. courant	36 491 137	37 354 317	40 753 140	41 722 000	43 761 728
- Charges de fct. courant	33 565 649	33 757 371	35 218 716	37 155 472	41 085 735
= EXCEDENT BRUT COURANT (EBC)	2 925 487	3 596 946	5 534 424	4 566 528	2 675 993
+ Solde exceptionnel large	-530 518	299 670	5 550	-8 283	33 175
= Produits exceptionnels larges*	14 470	299 888	5 974	11 603	49 274
- Charges exceptionnelles larges*	544 988	218	424	19 885	16 099
= EPARGNE DE GESTION (EG)	2 394 969	3 896 617	5 539 974	4 558 245	2 709 169
- Intérêts	0	0	0	0	0
= EPARGNE BRUTE (EB)	2 394 969	3 896 617	5 539 974	4 558 245	2 709 169
- Capital	0	0	0	0	0
= EPARGNE NETTE (EN)	2 394 969	3 896 617	5 539 974	4 558 245	2 709 169

€	2020	2021	2022	2023	2024
Produits fonctionnement courant stricts	36 491 137	37 304 833	40 732 655	41 716 112	43 732 907
Impôts et taxes (73 sauf 731)	0	8 796 279	9 662 961	13 652 422	14 374 224
Fraction TVA-TH		8 796 279	9 662 961	9 826 266	10 270 911
Fraction TVA-CVAE				3 826 156	4 103 313
Fiscalité locale (731)	27 639 474	19 360 171	21 863 933	19 540 342	20 495 102
Contributions Directes	20 766 996	11 895 465	13 076 651	9 564 420	9 904 108
TEOM	6 626 015	7 062 563	8 125 166	9 232 885	9 820 827
Taxe Gemapi	0	0	295 062	295 379	385 000
7362/731721 - Taxe de séjour	246 463	402 143	367 054	447 658	385 167
Solde fiscalité locale	0	0	0	0	0
Dotations et participations	7 157 031	7 906 147	8 094 824	7 831 506	7 897 944
DGF	4 245 206	4 118 493	3 989 297	3 905 367	3 806 378
FCTVA fct	0	0	14 132	25 109	591
Compensations fiscales	977 004	1 614 101	1 741 590	1 877 383	1 993 706
Fonds de péréquation divers	1 530	2 984	15 593	0	0
Solde participations diverses	1 933 291	2 170 569	2 334 211	2 023 647	2 097 270
Autres produits fonctionnement courant	1 694 631	1 242 237	1 110 937	691 841	965 636
Produits des services	1 542 386	1 010 843	849 402	474 691	761 272
Produits de gestion	152 245	231 393	261 536	217 151	204 365
Produits divers d'exploitation	0	0	0	0	0
Atténuations de charges	0	49 484	20 485	5 889	28 821
Produits fonctionnement courant	36 491 137	37 354 317	40 753 140	41 722 000	43 761 728
Produits exceptionnels larges *	14 470	299 888	5 974	11 603	49 274
Produits de fonctionnement	36 505 606	37 654 205	40 759 113	41 733 603	43 811 002

Envoyé en préfecture le 14/02/2025
Reçu en préfecture le 14/02/2025
Publié le 14/02/2025
ID : 013-200035087-20250206-DEL2025_01-DE



Les produits de fonctionnement

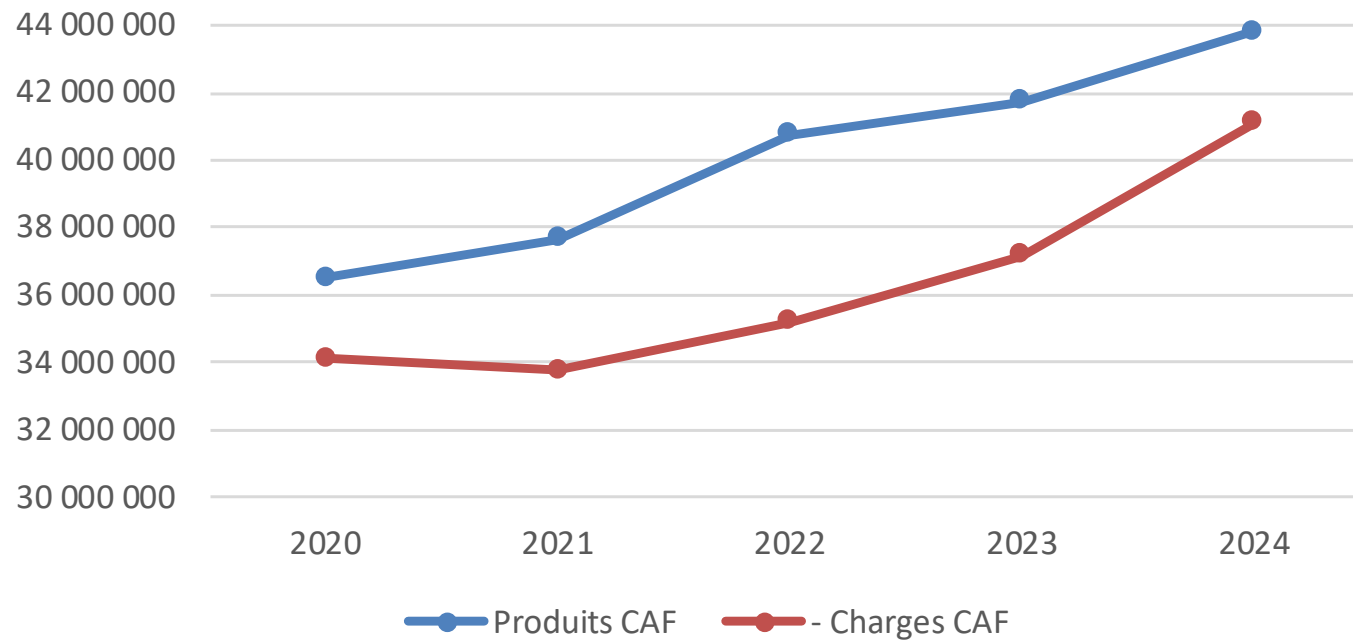


Les charges de fonctionnement

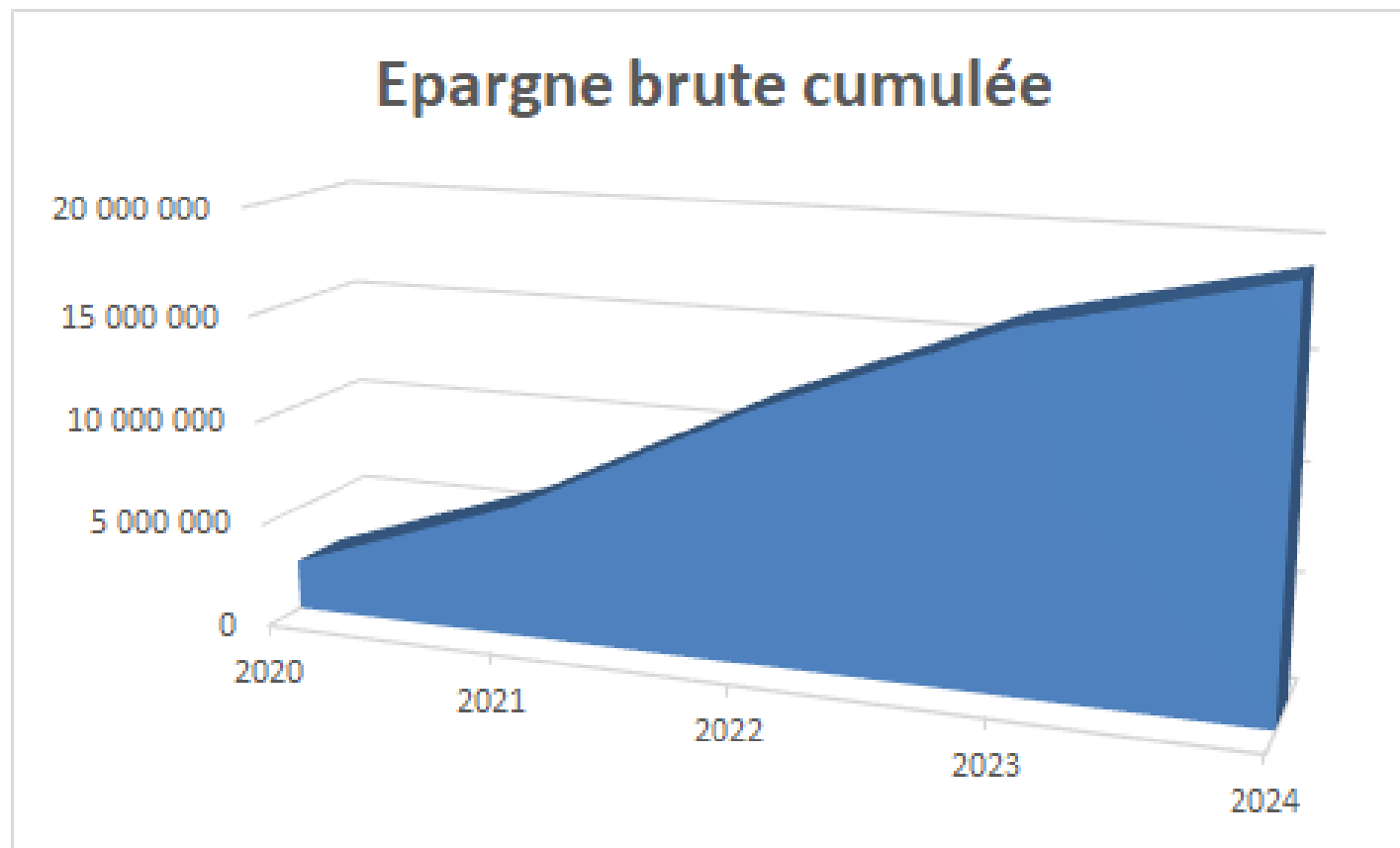
€	2020	2021	2022	2023	2024
Charges fonctionnement courant strictes	14 826 585	14 747 467	16 242 682	18 525 360	19 457 907
Charges à caractère général	6 774 808	7 270 478	7 843 936	9 427 234	9 724 945
Charges de personnel	4 688 755	4 552 746	5 033 452	5 320 509	5 809 234
Autres charges de gestion courante (yc élus)	3 363 022	2 924 243	3 365 294	3 777 617	3 923 729
Autres charges fonctionnement courant	0	0	0	0	0
Atténuations de produits	18 739 064	19 009 904	18 976 033	18 630 112	21 627 827
Régularisation sur fraction TVA-TH n-1				0	0
Régularisation sur fraction TVA-CVAE n-1					0
Attribution de compensation versée	14 367 129	14 367 129	14 367 129	13 888 445	13 888 445
Attribution de compensation CPS					0
Dotation de solidarité communautaire versée	2 820 563	3 000 000	3 004 255	3 000 000	5 999 991
Contribution FPIC	76 288	80 584	114 753	283 644	269 826
Versement FNGIR	1 454 893	1 454 893	1 454 893	1 454 893	1 454 893
Prélèvement fiscal CRFP	0	0	0	0	0
Pénalité contractualisation	0	0			
Solde atténuations de produits	20 191	107 298	35 003	3 130	14 672
Charges fonctionnement courant	33 565 649	33 757 371	35 218 716	37 155 472	41 085 735
Charges exceptionnelles larges *	544 988	218	424	19 885	16 099
Charges fonctionnement hs intérêts	34 110 637	33 757 588	35 219 139	37 175 358	41 101 834
Intérêts	0	0	0	0	0
Charges de fonctionnement	34 110 637	33 757 588	35 219 139	37 175 358	41 101 834

Graphiques significatifs

Sensible amélioration de l'épargne



Graphiques significatifs

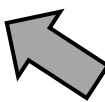


- ❑ Sur la période 2020-2024, la communauté d'agglomération a réalisé 18,4 M€ de dépenses d'investissement et perçu 5,7 M€ de recettes d'investissement (FCTVA et subventions)
- ❑ Le Besoin de Financement (BF) cumulé est donc égal à la différence, soit **12,7 M€**
- ❑ Il a été couvert par de l'épargne brute, à hauteur de **19,1 M€**
- ❑ Ce volume d'épargne étant supérieur au besoin de financement, le Fonds de Roulement (FR) a augmenté de **+ 6,4 M€** (19,1 – 12,7) entre 2020 et 2024
- ❑ Au 31/12/2024, le FR s'élève à **+ 17,7 M€**, un montant très élevé et qui s'explique essentiellement par un faible niveau d'effort d'équipement (3,5 M€ en moyenne depuis 2020)
- ❑ Cette analyse est désormais intégrée dans la stratégie financière de TPA : le Plan Pluriannuel d'Investissement présenté dans le présent ROB est donc ambitieux et les projets 2025 - 2026 seront financés par le FR **et** sans faire appel à l'emprunt

Envoyé en préfecture le 14/02/2025
 Reçu en préfecture le 14/02/2025
 Publié le 14/02/2025
 ID : 013-200035087-20250206-DEL2025_01-DE



**Effort d'équipement
moyen : 4,5 M€ / an**



**Pas d'emprunt, les
projets
d'investissement
ont été financés par
le RGC**



€	2020	2021	2022	2023	2024
Dépenses d'investissement hors dette	3 230 898	2 950 915	2 080 835	4 893 303	5 285 933
Dépenses d'équipement	3 093 889	2 949 915	2 080 835	4 653 982	4 777 845
Opération pour cpte de tiers (dép)	18 250	0	0	234 176	276 984
AC Investissement	0	0	0	0	0
Autres dépenses d'investissement	118 758	1 000	0	5 145	231 104
Remboursements anticipés	0	0	0	0	0
Dépenses d'investissement hors annuité en...	3 230 898	2 950 915	2 080 835	4 893 303	5 285 933
Financement des investissements	4 524 181	4 649 146	6 632 775	5 475 207	3 513 102
Epargne nette	2 394 969	3 896 617	5 539 974	4 558 245	2 709 169
Ressources propres d'investissement (RPI)	412 536	284 318	303 468	358 015	457 934
FCTVA	412 536	284 318	303 468	351 115	454 325
Produits des cessions	0	0	0	6 900	3 609
AC Investissement	0	0	0	0	0
Diverses RPI	0	0	0	0	0
Opération pour cpte de tiers (rec)	485 770	26 241	0	0	0
Fonds affectés (amendes...)	0	0	0	0	0
Subventions yc DETR / DSIL	1 230 905	441 970	789 334	558 946	346 000
Emprunt	0	0	0	0	0
Variation du résultat global de clôture	1 293 283	1 698 231	4 551 941	581 903	-1 772 831

€	2020	2021	2022	2023	2024
Résultat global de clôture (RGC)	12 674 627	14 372 858	18 924 799	19 526 182	17 733 871

k€	2020	2021	2022	2023	2024
Capital	0	0	0	0	0
+ Intérêts	0	0	0	0	0
= Annuité de dette totale	0	0	0	0	0
Encours total corrigé 31/12	0	0	0	0	0
Epargne brute	2 395	3 897	5 540	4 558	2 709
Encours corrigé / Epargne brute	0	0	0	0	0
Durée de vie de la dette					

- L'endettement de la communauté est nul sur toute la période
- TPA dispose donc sur ce point d'une importante marge de manœuvre
- Pour information, l'endettement moyen des CA en France est de 400 € par habitant
- Cela représenterait pour la communauté un endettement de l'ordre de **25 M€**

4

Stratégie financière de la collectivité

□ Maintenir le niveau d'épargne et réaliser les investissements indispensables

2025 - 2026

- Résorber une partie du FR (fonds de roulement) et le stabiliser à hauteur de **3 M€**
- Les projets 2025-2026 seront donc financés sans faire appel à l'emprunt

2027 - 2032

Dégager une épargne nette positive et un taux d'autofinancement supérieur à 10 % (soit 5 M€ environ)

2027 - 2032

Maintenir une capacité de désendettement proche de 5 ans

2027 - 2032

Développer un niveau élevé de co-financement sur les projets (20 % en moyenne)

- ❑ Le niveau d'endettement de la communauté doit s'apprécier au regard de la capacité de la collectivité à rembourser sa dette
- ❑ 1 ratio permet d'analyser cette capacité et donc le risque « d'insolvabilité » :
 - **la capacité de désendettement**, égale au rapport entre le stock de dette et l'épargne brute ; ce ratio théorique mesure la durée en années nécessaire pour rembourser la totalité de la dette en supposant que la communauté y consacre la totalité de son épargne brute



5

Les orientations pour 2025

Les évolutions attendues pour 2025 en matière de recettes

■ Programmation de la base nette de taxe d'habitation

Montants	2024	2025
- Base nette exonérée		
= Base nette avant correction		
+ Correction réforme fiscale		
= Base nette hors logements vacants		
+ Base nette des logements vacants		
= Base nette	8 296 000	8 437 032
dont base nette résidences secondaires	8 296 000	8 437 032
dont base nette logements vacants	0	0

Base exonérée	
Base brute exonérée	
- Base exonérée abattue	
= Base nette exonérée	

Programmation	
Ev° physique base brute	
Ev° physique base brute exonérée	
Ev° physique base nette logements vacants	
Ev° physique base nette	○ -11,7%
Ev° nominale base nette	○ -8.3%

■ Programmation de la base nette de foncier bâti

Montants	2024	2025
= Base nette locaux d'habitation	66 455 344	68 531 276
Base brute locaux industriels et commerciaux	22 561 658	23 157 528
- Réduction 50% industriels	5 297 002	5 462 470
- Exonérations entreprises	0	0
- Exonérations ZFU et QPV	0	0
= Base nette locaux industriels et commerciaux	17 264 656	17 695 059
dont bases nettes étab indus et assimilés	5 330 946	5 497 474
dont bases nettes autres locaux professionnels	11 933 710	12 197 584
= Base nette FB	83 720 000	86 226 334

Programmation	
Ev° physique base brute locaux d'habitation	1,3%
Ev° physique exonérations contribuables modestes	0,0%
Ev° physique exonérations temporaires non compe...	1,4%
Ev° physique exonérations ZUS et QPV	-100,0%
Ev° physique exonérations > à 2 ans (LS)	0,0%
Ev° physique exonérations à 2 ans	0,0%
Ev° physique base nette habitation	○ 1,4%
Ev° nominale base nette habitation	○ 5,4%

Intégration des revalorisations nominales et physiques

■ Programmation de la base nette de cotisation

Montants	2024	2025
Etablissements industriels : Comptable avant réduc...	13 566 202	14 003 780
+ Autres locaux professionnels et commerciaux	12 477 189	12 765 658
= Base brute foncière de référence	26 043 392	26 769 438
+ Excédent bases minimum	10 125 145	10 451 732
= Base brute large	36 168 537	37 221 170
- Réductions de base	8 012 537	8 266 191
= Base nette avant Ajustement	28 156 000	28 954 979
- Ajustement	0	0
= Base nette	28 156 000	28 954 979

Evolutions

Ev° physique bases étab indus : Comptable avant r...		1,8%	1,5%
Ev° physique bases autres locaux prof, comm		3,2%	1,5%
Ev° physique base brute foncière de référence		2,5%	1,5%
Ev° physique bases minimum		2,5%	1,5%
Ev° physique base brute large		2,5%	1,5%
Ev° physique réductions de base		3,1%	1,5%
Part ajustement / base nette avant ajustement		0,0%	0,0%
Ev° physique base nette	⊙	2,4%	1,5%
Ev° nominale base nette	○	5,0%	2,8%

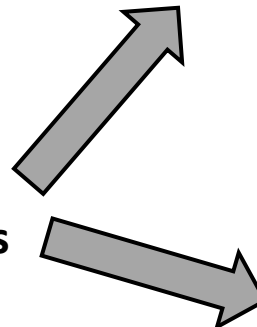
■ Programmation de la base nette de foncier non bâti

Montants	2024	2025
Bases brute	4 833 025	4 915 186
- Base exonérée (bois)	0	0
- Base exonérée (terres agricoles)	900 025	915 325
= Base nette	3 933 000	3 999 861

Programmation

Ev° physique base brute		22,1%	0,0%
Ev° physique base exonérée (bois)		0,0%	0,0%
Ev° physique base exonérée (terres agricoles)		0,0%	0,0%
Ev° physique base nette	⊙	-0,6%	0,0%
Ev° nominale base nette	○	3,3%	1,7%

**Intégration des revalorisations nominales
et physiques**



Quel taux de CFE pour 2025 ?

- Depuis 2021, le taux de CFE ne peut augmenter plus fortement que l'augmentation constatée l'année précédente du taux de TFB moyen pondéré consolidé ou celle du taux moyen pondéré consolidé des deux taxes foncières constatées l'année précédente, si cette augmentation est plus faible que celle du TFB
- Ces informations seront notifiées dans le prochain état 1259 FPU de 2025, reçu début mars
- Il conviendra dès lors de vérifier cette possibilité ; ainsi, en 2024, le taux de CFE de TPA avait augmenté de 0,66 %

Produit de TEOM 2025

Communes	Bases 2024 notifiées	Taux 2024	Produit 2024	Maintenance taux	
				Taux 2025	Produit 2025
Barbentane	6 020 870	12,00%	722 504	12,00%	744 180
Cabanes	5 773 210	11,50%	663 919	11,50%	683 837
Châteaurenard	11 706 176	12,00%	1 404 741	12,00%	1 446 883
Châteaurenard	10 420 805	11,30%	1 177 551	11,30%	1 212 877
Eyragues	6 455 271	12,00%	774 633	12,00%	797 871
Graveson	6 687 799	12,00%	802 536	12,00%	826 612
Maillane	3 695 711	11,00%	406 528	11,00%	418 724
Mollégès	3 702 584	12,00%	444 310	12,00%	457 639
Noves	8 069 112	12,00%	968 293	12,00%	997 342
Orgon	3 969 220	11,00%	436 614	11,00%	449 713
Plan d'Orgon	5 717 058	11,50%	657 462	11,50%	677 186
Rognonas	5 542 162	12,00%	665 059	12,00%	685 011
Sain-Andiol	4 665 963	12,00%	559 916	12,00%	576 713
Verquières	1 139 666	12,00%	136 760	12,00%	140 863
Total	83 565 607		9 820 827		10 115 452

- La revalorisation nominale de 1,7 % va s'appliquer sur les bases foncières de la TEOM
- Le produit 2025 intègre également une hypothèse de revalorisation physique (estimée à + 1,3 %)
- Il est proposé de maintenir les taux au niveau de 2024
- Le produit de la TEOM pour 2025 serait ainsi égal à 10,1 M€ (+ 300 K€ par rapport à 2024)

❑ **Produit annuel de taxe GEMAPI de :**

- **295 K€ en 2022 et 2023**
- **2024 : 385 K€**

❑ Possibilité de faire évoluer le produit dans la limite de 40 € par habitant (385 K€, soit environ 6,50 €/hab)

❑ **Principe** = taxe affectée : produit ne pouvant financer que les dépenses liées à la compétence = produit à déterminer en fonction des dépenses envisagées :

- Dépenses de fonctionnement annuelles : de 200 K€ à 250 K€ par an à partir de 2025
- Dépenses d'investissement attendues d'au moins 1,7 M€ d'ici 2030 (montant du PAPI voté fin 2023)

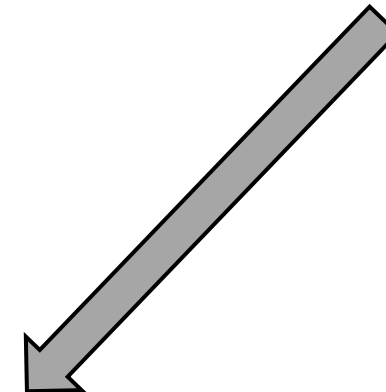
❑ **Il est proposé d'inscrire un produit de taxe GEMAPI 2025 identique à celui de 2024 (385 K€)**

La fraction de TVA au titre de la réforme de la TH

	2024	2025
Montant prévisionnel de la TVA nette (M€)	219 672	
x Fraction de taux affectée	0,004717%	
= Fraction TVA-TH notifiée	10 362 686	
Montant révisé de la TVA nette (M€)	210 121	
x Fraction de taux affectée	0,004717%	
= Fraction TVA-TH révisée	9 912 102	
- Fraction TVA-TH notifiée	10 362 686	
= Révision Fraction TVA-TH n sur n	-450 584	
Montant définitif de la TVA nette de référence (M€)	210 121	210 121
x Fraction de taux affectée	0,004717%	0,004717%
= Fraction TVA-TH définitive	9 912 102	9 912 102
- Fraction TVA-TH révisée	9 912 102	
= Régularisation Fraction TVA-TH n+1 sur n	0	

Alimentation du compte administratif	2024	2025
Fraction TVA-TH retenue	9 912 102	9 912 102
+ Régularisation positive fraction TVA-TH n-1	0	0
+ Ajustement fraction TVA-TH	358 809	0
= Fraction TVA-TH au compte administratif	10 270 911	9 912 102

**Gel de la fraction
TVA, soit une baisse
de 360 K€ (PLF
2025)**



Les autres contributions directes

		2024	2025
Produit CVAE			
Variation			
Evolution nominale			
Evolution réelle			
Produit IFER	○	1 215 729	1 252 201
Variation	○	29 659	36 472
Evolution nominale	⊙	2,5%	3,0%
Produit TASCOM	⊙	350 846	375 000
Variation	○	-3 678	24 154
Evolution nominale	○	-1,0%	6,9%
Evolution réelle	○	-3,0%	5,0%

- La DGF des EPCI est composée de la Dotation d'Intercommunalité (DI) et de la Dotation de Compensation (DC)

La dotation d'intercommunalité dépend de 4 paramètres :

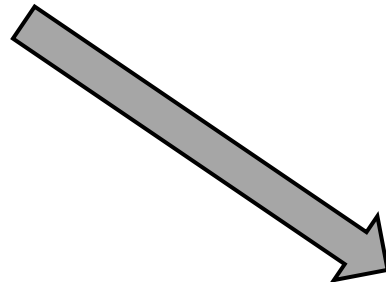
la population DGF

- **la richesse fiscale de la CA**
- **le revenu/hab de sa population**

le CIF, qui mesure le niveau d'intégration fiscale entre la CA et ses communes membres

- ❑ Le CIF de TPA (26 %) est largement plus faible que la moyenne en France (40 %) -> faible volume de compétences transférées -> baisse mécanique de la DI de 60 K€ par an
- ❑ Dotation de compensation : baisse de 120 K€ (PLF 2025)

**DGF 2025 en baisse
de 180 K€**



Groupements	2024	2025
Dotation de base	262 898	322 352
+ Dotation de péréquation	562 735	681 125
= Dotation d'intercommunalité spontanée	825 633	1 003 477
- Ecrêtement	0	0
+ Garantie	489 408	256 014
+ Ajustement annuel	1	0
= Dotation d'intercommunalité avant minorations	1 315 042	1 259 491
- Participation Métropole AMP	0	0
- Contribution RFP	0	0
= Dotation d'intercommunalité	1 315 042	1 259 491
+ Dotation de compensation	2 491 336	2 372 135
= Dotation globale de fonctionnement	3 806 378	3 631 626

- ❑ **Au global, les recettes courantes de fonctionnement 2025 sont estimées à 44,3 M€, contre 43,8 M€ au CA 2024 provisoire**
- ❑ **Soit une augmentation de + 500 K€**

Les évolutions attendues pour 2025 en matière de dépenses

□ Répartition des effectifs au 31/12/2024 :

- 140 agents, dont 96 fonctionnaires
- 47 femmes et 93 hommes

□ Nombre d'agents par catégorie :

- Catégorie A : 16
- Catégorie B : 12
- Catégorie C : 112

□ 2023 :

- Budget : 5,65 M€
- CA : 5,32 M€
- Ratio BP « Charges de personnel » / DRF : 14,4 %

□ 2024 :

- Budget : 6,15 M€
- CA : 5,8 M€
- Ratio BP « Charges de personnel » / DRF : 14,4 %

- Enveloppe recrutements : + 480 K€
- Glissement Vieillesse Technicité : + 23 K€
- Provision en fonction des mesures gouvernementales : + 150 K€
- Médecine du travail : + 5 K€
- CNAS – Mutuelle – Prévoyance : + 10 K€
- Tickets restaurant : + 40 K€

- ❑ Les prévisions pour 2025 s'élèvent à **6,5 M€**, soit une évolution de :
 - **500 K€ par rapport au BP 2024, conformément au cadrage budgétaire**
- ❑ Ratio BP 2025 « Charges de personnel » / DRF : **15,4 %**
- ❑ Pour information, ce ratio est égal à **27 %** en moyenne dans les communautés d'agglomération

☐ Respect du cadrage budgétaire présenté en novembre 2024 :

- Chapitre 011 « Charges à caractère général » : **+ 4 % // au CA 2024**
- Chapitre 65 « Autres charges de gestion courante » : **+ 2 % // CA 2024**
- Chapitre 014 « Fiscalité reversée » : **21,7 M€ (stable) dont :**
 - l'Attribution de Compensation : 13,9 M€
 - la Dotation de Solidarité Communautaire : 6 M€
 - le Fonds de Péréquation Intercommunale et Communale : 320 K€

- ❑ **Au global, les dépenses courantes de fonctionnement 2025 sont estimées à 42,3 M€, contre 41,1 M€ au CA 2024 provisoire**

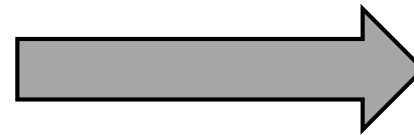
- ❑ **Soit une augmentation de + 1,2 M€**

La variation de l'épargne

□ **Epargne brute provisoire CA 2024 : 2,7 M€**

□ **Variation des recettes : + 500 K€**

- Contributions directes : + 450 K€
- TEOM : + 300 K€
- GEMAPI : stable
- IFER / TASCOS : + 50 K€
- TVA : - 350 K€
- DGF : - 150 K€
- Recettes diverses : + 200 K€



**Objectif Epargne brute
2025 : 2 M€**

□ **Variation des charges : + 1,2 M€**

- Charges de personnel : + 700 K€
- Charges à caractère général : + 400 K€
- Autres charges de gestion courante : + 100 K€

Le PPI 2025-2026

PPI 2025- 2026

**Travaux déchetterie Châteaurenard :
Dossier à évaluer**

Total

	2025	2026
ZA des Iscles		0 000 000
Enveloppe PPI nouveau mandat	0	0
Logiciels métiers et matériel informatique	167 858	56 767
Enveloppe "Reports"	3 262 991	3 262 991
Acquisition terrains CHABAS digues (GEMAPI)	167 400	0
Acquisition parcelles du Département dans la zone des I...	1 500 000	0
Acquisition terrains déchèterie d'Eyragues	300 000	0
Acquisition terrain RTM (Transport)	700 000	0
Frais de géomètre "enveloppe globale"	10 000	0
Enveloppe acquisition foncière TPA	1 000 000	0
Acquisition terrains parking Relais	150 000	0
Acquisition terrain déchèterie Rognonas	50 000	0
Solarisation CTI Eyragues	24 000	134 000
Voirie	200 000	200 000
Requalification chemins de la Transhumance et St-Sauv...	29 400	0
Travaux de gestion des eaux pluviales urbaines	1 840 000	0
ZA Verquières	732 000	0
Requalification ZA du Pont	1 045 000	0
Pôle Services de proximité	2 141 430	2 141 430
Extension déchetterie Mollégès	0	1 700 000

Envoyé en préfecture le 14/02/2025

Reçu en préfecture le 14/02/2025

Publié le 14/02/2025

ID : 013-200035087-20250206-DEL2025_01-DE

Berser
Levrault

Les équilibres obtenus à la fin du mandat actuel

€	2023	2024	2025	2026
Produits de fct. courant	41 722 000	43 761 728	44 243 392	45 215 463
- Charges de fct. courant	37 155 472	41 085 735	42 294 279	40 279 006
= EXCEDENT BRUT COURANT (EBC)	4 566 528	2 675 993	1 949 113	4 936 457
+ Solde exceptionnel large	-8 283	33 175	80 000	80 000
= Produits exceptionnels larges*	11 603	49 274	100 000	100 000
- Charges exceptionnelles larges*	19 885	16 099	20 000	20 000
= EPARGNE DE GESTION (EG)	4 558 245	2 709 169	2 029 113	5 016 457
- Intérêts	0	0	0	0
= EPARGNE BRUTE (EB)	4 558 245	2 709 169	2 029 113	5 016 457
- Capital	0	0	0	0
= EPARGNE NETTE (EN)	4 558 245	2 709 169	2 029 113	5 016 457

€	2023	2024	2025	2026
Dépenses d'investissement hors dette	4 893 303	5 285 933	13 320 079	14 095 188
Dépenses d'équipement	4 653 982	4 777 845	13 320 079	14 095 188
Opération pour cpte de tiers (dép)	234 176	276 984	0	0
AC Investissement	0	0	0	0
Autres dépenses d'investissement	5 145	231 104	0	0
Remboursements anticipés	0	0	0	0
Dépenses d'investissement hors annuité en...	4 893 303	5 285 933	13 320 079	14 095 188
Financement des investissements	5 475 207	3 513 102	4 938 032	7 921 757
Epargne nette	4 558 245	2 709 169	2 029 113	5 016 457
Ressources propres d'investissement (RPI)	358 015	457 934	1 186 819	1 255 881
FCTVA	351 115	454 325	1 186 819	1 255 881
Produits des cessions	6 900	3 609	0	0
Fonds affectés (amendes...)	0	0	627 712	682 514
Subventions yc DETR / DSIL	558 946	346 000	1 094 388	966 905
Emprunt	0	0	0	0
Variation du résultat global de clôture	581 903	-1 772 831	-8 382 047	-6 173 431
€	2023	2024	2025	2026
Résultat global de clôture (RGC)	19 526 182	17 733 871	9 351 824	3 178 393

- A taux fiscaux constants, l'année 2025 verra la poursuite de la structuration et de modernisation des services**
- Retour de l'agglomération dans la gouvernance et l'aménagement des grands marchés de Provence
- Lancement des projets et des investissements en faveur d'une mobilité durable et de proximité
- Lancer la réflexion sur les moyens d'atteindre collectivement la neutralité carbone en 2040

2025, une agglomération innovante proche des préoccupations de ses communes membres et de ses habitants

6

La feuille de route du prochain mandat

- ❑ Les projections 2027 à 2032 sont réalisées à taux constants
- ❑ Le PPI de TPA est calibré à 13 M€ par an, dont 3 M€ de fonds de concours
- ❑ L'objectif est de le financer à parts égales entre l'épargne et l'emprunt
- ❑ A la fin du prochain mandat, la dette de TPA serait de 29 M€, pour une solvabilité satisfaisante, égale à 5,4 ans
- ❑ Rappel : cette stratégie financière impose de maintenir chaque année, à partir de 2026, un volume d'épargne brute de 5 M€

€	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
Produits de fct. courant	45 215 463	46 078 346	47 178 930	48 327 325	49 509 644	50 726 633	51 979 397
- Charges de fct. courant	40 279 006	41 071 518	41 913 696	42 756 692	43 621 706	44 519 986	45 452 827
= EXCEDENT BRUT COURANT (EBC)	4 936 457	5 006 828	5 265 235	5 570 634	5 887 937	6 206 647	6 526 570
+ Solde exceptionnel large	80 000	0	-50 000	-100 000	-150 000	-200 000	-200 000
= Produits exceptionnels larges*	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000
- Charges exceptionnelles larges*	20 000	100 000	150 000	200 000	250 000	300 000	300 000
= EPARGNE DE GESTION (EG)	5 016 457	5 006 828	5 215 235	5 470 634	5 737 937	6 006 647	6 326 570
- Intérêts	0	0	172 332	349 646	524 226	695 561	863 488
= EPARGNE BRUTE (EB)	5 016 457	5 006 828	5 042 902	5 120 988	5 213 711	5 311 086	5 463 082
- Capital	0	0	174 110	365 503	567 602	780 642	1 005 228
= EPARGNE NETTE (EN)	5 016 457	5 006 828	4 868 792	4 755 485	4 646 109	4 530 444	4 457 854

€	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
Capital	0	0	174 110	365 503	567 602	780 642	1 005 228
+ Intérêts	0	0	172 332	349 646	524 226	695 561	863 488
= Annuité de dette totale	0	0	346 442	715 149	1 091 828	1 476 203	1 868 716

€	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
Encours corrigé au 31.12	0	4 923 779	9 989 877	14 977 889	19 873 178	24 671 092	29 317 010
/ Epargne brute	5 016 457	5 006 828	5 042 902	5 120 988	5 213 711	5 311 086	5 463 082
= ENCOURS corrigé au 31/12 / EPARGNE B...	0	1,0	2,0	2,9	3,8	4,6	5,4

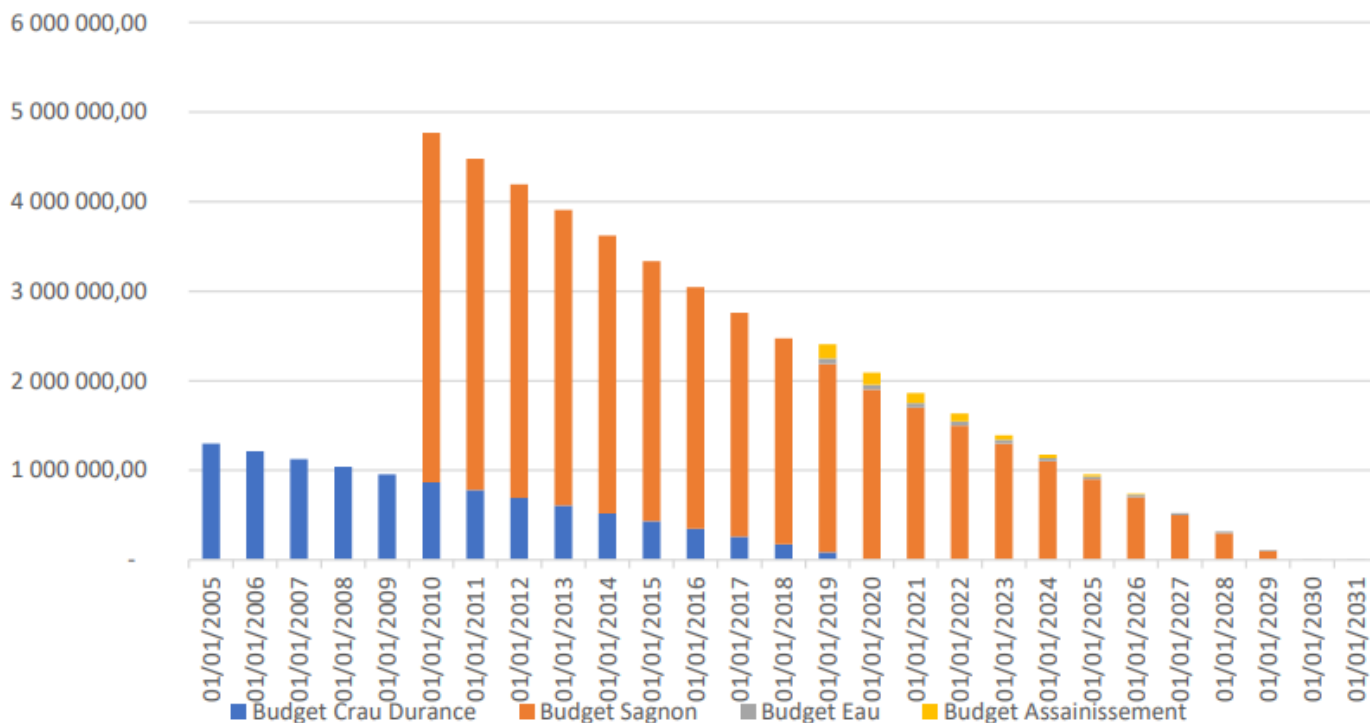
7

Les budgets annexes

4 emprunts en cours :

- . 1 sur le budget annexe du Sagnon
- . 2 sur les budgets annexes eau et assainissement

EXTinction de la dette



Budget annexes	Fin 2023	Fin 2024 prov
Crau Durance	865 774,70	865 774,70
Sagnon	-1 292 220,91	-1 492 220,91
Rocade Grands Vignes	133 950,23	113 148,23
Chaffine	382 425,32	540 213,10
Palette	21 175,17	20 033,17
Pôle logistique	711 450,36	711 450,36
Cœur du MIN	-250 453,83	-257 503,83
St-Roch	-1 142 001,22	-1 142 001,22

Budget annexes	Fin 2023	Fin 2024 prov
Eau	512 719,30	2 209 231,99
Assainissement	207 022,30	207 022,30

Budget annexes	Fin 2023	Fin 2024 prov
Office de tourisme	86 182,95	177 242,91

- ZA Sagnon : aménagement pluvial de la ZA : 1 M€
- ZA Cabannes : création ZA artisanale : 1 M€
- ZA Chaffine II : division parcellaire 3 lots : 240 K€
- ZA Saint-Andiol : acquisition foncière TPA ZA + acquisition pour rond-point : 3,5 M€
- ZA Orgon : acquisition foncière, études et travaux, coût à évaluer
- ZA Barbentane Gare : acquisition foncière : 5,6 M€